

Transition anticapitaliste : En revenir à Marx ne passe pas par Trotsky !

Une approche critique du concept de transition chez Trotsky et dans le mouvement trotskyste actuel

EDITION ORIGINALE :

<https://tribunemlreypa.wordpress.com/2019/11/14/transition-anticapitaliste-en-revenir-a-marx-ne-passe-pas-par-trotsky/>

Le présent doc PDF reprend l'édition Agoravox, avec les chapitres et leurs sous-titres :

<https://www.agoravox.fr/tribune-libre/article/transition-anticapitaliste-en-219324>

Egalement republiée sur TML >>>

<https://tribunemlreypa.wordpress.com/2019/11/18/pour-refonder-la-gauche-francaise-marxisme-ou-trotskyisme-il-faut-choisir/>

Est-il hors de propos de parler de transition anticapitaliste aujourd'hui ?

Le capitalisme, malgré sa crise mondiale chronique et toutes les tragédies et toutes les catastrophes qu'il entraîne, ne semble pas sur le point de céder la place en tant que « modèle » économique, en tant que système social.

Pourtant, aujourd'hui, on ne compte plus les foyers de révoltes sociales qui s'allument à travers le monde. En France voici déjà le premier anniversaire du 17 Novembre qui a vu s'allumer la révolte des « Gilets Jaune ». Ce mouvement, miné par ses propres incohérences et surtout, par son incapacité chronique à former un cahier de revendications unitaires et compréhensibles de tous, n'en finit pas de s'éteindre lentement, mais déjà le front des luttes sociales se cristallise à nouveau sur la question cruciale des retraites, qui a vu naître, par le passé, de grands mouvements sociaux, dont l'un relativement victorieux, c'était en 1995 !

Les récentes révoltes montrent que le rapport de force sur le terrain social peut brusquement s'inverser, et parfois en quelques jours seulement. Si ces luttes n'aboutissent pas ou piétinent après un départ prometteur, c'est bien le plus souvent par manque de perspective politique alternative au système en place, par incapacité à former une alternative qui soit, précisément, une transition anticapitaliste.

Dans certaines franges des classes moyennes et de la petite bourgeoisie en voie de prolétarianisation du fait de la crise, il est donc néanmoins resté de bon ton de se proclamer « anticapitaliste », et même et surtout, de dissenter sans fin sur la question !

La mode antérieure qui consistait à parler encore de socialisme est passée, essentiellement en raison de la faillite la plus complète de la sociale-démocratie, incarnée par François Hollande, qui se fait élire comme pourfendeur de la finance, avant d'introduire Macron, le fils chéri et le champion de celle-ci dans les arcanes du pouvoir, et finalement, comme son propre successeur ! Un fils chéri qui a bien « tué le père » social-démocrate, mais certainement pas la mère financière !!!

Ainsi semble être morte en France l'image du socialisme, qui, depuis « Germinal », avait fait rêver tant de générations ! C'est incontestablement pourquoi parler de « transition socialiste » aujourd'hui, cela prête à confusion, voire même fait « complètement ringard » ! C'était donc pourtant, à l'origine même du terme, la formulation signifiant une rupture avec le système capitaliste. Mais ces dernières années, il est vrai, ce que l'on entendait encore par « socialisme » était déjà devenu suffisamment flou pour que le souffle de l'échec d'un mandat présidentiel social-démocrate en emporte l'image.

Que l'on baptise « socialisme » ou non l'alternative nécessaire au capitalisme, c'est donc à la limite un point secondaire, l'essentiel étant de comprendre les fondamentaux de cette problématique politique, économique et sociale.

I - UNE TRANSITION NÉCESSAIRE A L'ÉCHELLE DE CHAQUE

PAYS, EN RUPTURE AVEC L'ÉCONOMIE DE MARCHÉ

Une alternative qui soit en rupture avec le capitalisme nécessite donc déjà de comprendre réellement ce que capitalisme signifie aujourd'hui. Il ne suffit donc pas de pourfendre la finance, et surtout pas en paroles seulement, pour se poser en « anticapitaliste ».

Comme le montre la guerre commerciale en cours, le pouvoir de la finance n'est immense que parce qu'il contrôle l'appareil productif. L'enjeu reste le contrôle de l'appareil productif à l'échelle mondiale parce que c'est lui qui reste la source essentielle de l'accumulation du capital, basée précisément sur les rapports de production capitalistes qui permettent l'extraction de la plus-value, sur la base du travail productif humain.

Pour autant, et comme le montre l'histoire, il ne suffit pas que le contrôle de l'appareil productif change de mains, que ce soit d'un groupe financier à l'autre, d'un État à l'autre, ni même d'un groupe financier à l'État, pour que les rapports de production changent, pour que cesse l'accumulation du capital sur la base de l'extraction de la plus-value.

Et c'est donc là qu'en revenir à Marx permet d'éclaircir les confusions essentielles les plus courantes sur le sujet. Quels que soient les préjugés les plus répandus, c'est incontestablement Marx qui a le mieux défini les processus d'accumulation du capital sur la base de l'extraction de la plus-value. La valeur qui finit par s'accumuler sous la forme du capital, et même du capital financier, est donc d'abord le produit du travail humain.

La notion de valeur-travail est à la base même de l'approche critique que Marx fait du capitalisme. C'est sur la base de cette notion qu'il a pu nous expliquer les processus complexes d'extraction de la plus-value. C'est l'implication générale de cette notion dans la vie économique et sociale que l'on désigne donc généralement comme le concept marxiste de Loi de la valeur. Bien entendu, dans la mesure où il s'agit d'une loi objective de l'économie classique, Marx n'en est pas plus l'« inventeur » que Newton n'est celui de la gravité ou Einstein celui de la relativité. Les pommes tombaient des pommiers dès avant Newton et les galaxies dérivent dans l'univers depuis la nuit des temps, c'est le cas de le dire ! Néanmoins Marx est de loin celui qui en a fourni l'explication la plus élaborée, et la plus visionnaire, même encore aujourd'hui, sur les questions de l'impact économique de la robotique, par exemple ! C'est en ce sens qu'il n'est pas abusif de parler de théorie marxiste de la

valeur. Si Marx a mis la loi de la valeur à la base de son œuvre majeure, *Le Capital*, dès le Chapitre 1 du Livre I, ce n'est sans doute pas par hasard et se réclamer marxiste sans en avoir au moins compris les bases et les implications essentielles est donc une prétention nettement abusive, même si elle reste couramment celle de la plupart des pseudos- « marxistes » actuels, au sein de la gauche française !

Quoi qu'il en soit, si le contrôle de l'appareil productif est donc aussi celui de la source de la plus-value elle-même, sa réalisation finale n'est possible que sur le marché et le contrôle des marchés, comme le montre également la guerre commerciale actuelle, reste un enjeu majeur de la lutte entre les capitalistes. En effet, la production capitaliste, pour être validée, ne doit pas principalement répondre à des besoins sociaux vitaux et essentiels, mais principalement à des besoins solvables, indépendamment de leur urgence ou de leur futilité sociale. De sorte que si le marché tend à répartir les forces productives entre les différentes régions du globe et entre les différents pays selon des critères complexes qui aboutissent à la validation capitaliste de la production, ce n'est certainement pas en fonction de la nécessité sociale, ni même de l'utilité sociale en général. Il en va évidemment de même pour la distribution de la force de travail entre les différentes branches de la production.

L'absence de l'utilité sociale comme critère essentiel de la répartition des forces productives est d'autant plus flagrante et même criante avec le développement de la société de consommation moderne qui tend par tous les moyens possibles, et principalement, médiatiques et publicitaires, à créer artificiellement des besoins dans les zones économiques à forte ou relativement forte solvabilité, quitte à démultiplier la frustration dans les zones économiques déjà complètement arriérées en termes de développement économique et social, du fait de leur trop faible solvabilité au regard des critères de rentabilité du capital.

Mais ce qui est terriblement évident à l'échelle mondiale n'en est pas moins vrai à l'échelle de chaque pays et tend à exacerber les inégalités sociales, à l'intérieur de chaque pays, où que ce soit sur le globe, comme le montrent précisément les différents foyers de révolte qui s'y allument.

Évidemment, la solution idéale serait bien que toutes ces révoltes se coordonnent à l'échelle planétaire et engendrent une force politique suffisamment puissante pour régler à la fois les problèmes de la répartition mondiale et à l'intérieur de chaque pays. C'est formellement une belle idée mais concrètement rien de plus, et d'autant moins que chaque révolte particulière se trouve déjà actuellement confrontée à l'impasse, à l'absence de perspective politique alternative locale, en dépit des bons niveaux de coordinations spontanées atteints grâce au système moderne des « réseaux sociaux ».

Marx lui-même, bien qu'étant le principal promoteur de l'internationalisme en son temps, avait parfaitement conscience de ce type de limitation et

entendait donc bien la transition révolutionnaire comme une rupture anticapitaliste à l'échelon national d'abord :

« Den Kommunisten ist ferner vorgeworfen worden, sie wollten das Vaterland, die Nationalität abschaffen. Die Arbeiter haben kein Vaterland. Man kann ihnen nicht nehmen, was sie nicht haben. Indem das Proletariat zunächst sich die politische Herrschaft erobern, **sich zur nationalen Klasse erheben**, sich selbst als Nation konstituieren muß, ist es selbst noch national, wenn auch keineswegs im Sinne der Bourgeoisie. » (http://www.mlwerke.de/me/meo4/meo4_459.htm#Kap_II)

« Les communistes ont également été accusés de vouloir abolir la patrie, la nationalité. Les ouvriers n'ont pas de patrie. On ne peut pas leur prendre ce qu'ils n'ont pas. Comme le prolétariat doit d'abord conquérir le pouvoir politique, s'élever au rang de classe nationale, **se constituer lui-même en tant que nation**, il est encore lui-même national, même si en aucune manière dans le sens de la bourgeoisie. »

En 1888 Engels proposait une variante de ce passage, qui, à notre avis, en éclaire précisément le sens, c'est à dire le caractère de classe du pouvoir « national » ainsi nouvellement constitué :

Engels 1888 _ « Den Kommunisten ist ferner vorgeworfen worden, sie wollten das Vaterland, die Nationalität abschaffen. Die Arbeiter haben kein Vaterland. Man kann ihnen nicht nehmen, was sie nicht haben. Indem das Proletariat zunächst sich die politische Herrschaft erobern, **sich zur führenden Klasse der Nation erheben**, sich selbst als Nation konstituieren muß, ist es selbst noch national, wenn auch keineswegs im Sinne der Bourgeoisie. »

« Les communistes ont également été accusés de vouloir abolir la patrie, la nationalité. Les ouvriers n'ont pas de patrie. On ne peut pas leur prendre ce qu'ils n'ont pas. Comme le prolétariat doit d'abord conquérir le pouvoir politique, **s'élever comme classe dirigeante de la nation**, se constituer lui-même en tant que nation, il est encore lui-même national, même si en aucune manière dans le sens de la bourgeoisie. »

En effet, ce qui sépare le pouvoir de la classe prolétarienne du sens bourgeois de la nation, c'est bien la rupture avec le capitalisme, la transition anticapitaliste qui commence avec cette prise de pouvoir prolétarienne, sinon, à quoi bon faire une révolution prétendument « anticapitaliste » ?

C'est déjà clairement dans ce sens, du reste, que Marx, en 1875, avait tenté d'apporter des modifications au programme du parti socialiste allemand en voie de constitution, lors du Congrès de Gotha. Même si cette démarche est restée en son temps inaboutie, et ne fut pas publiée par Engels avant 1891, ce texte n'en est pas moins devenu rapidement la référence essentielle concernant les principes économiques de la transition. Non pas dans les formes concrètes adaptées aux conditions spécifiques de cette époque, mais bien dans les principes fondamentaux qui les sous-tendent et qui y sont clairement explicités.

_ II – LA RUPTURE AVEC LE CAPITALISME COMMENCE

DÈS LA PRISE DU POUVOIR PAR LE PROLÉTARIAT

Marx n'en définit donc pas moins expressément, dès la prise du pouvoir par le prolétariat, cette transition comme une première forme du communisme :

« Ce à quoi nous avons affaire ici, c'est à une société communiste non pas telle qu'elle s'est développée sur les bases qui lui sont propres, mais au contraire, telle qu'elle vient de sortir de la société capitaliste ; une société par conséquent, qui, sous tous les rapports, économique, moral, intellectuel, porte encore les stigmates de l'ancienne société des flancs de laquelle elle est issue. »

Dans ce texte Marx nous explique précisément en quoi cette première forme se distingue de la forme supérieure et achevée du communisme.

C'est cette forme transitionnelle du communisme que l'on a eu ensuite pour habitude de nommer socialisme, avant que ce terme ne perde toute signification en tant que perspective politique, tant sous l'influence des divers courants révisionnistes se réclamant abusivement du marxisme, que, finalement, des sociaux-démocrates résiduels.

<https://tribunemlreypa.wordpress.com/marx-marxisme-critique-du-programme-de-gotha-glose-marginale-1-les-fondamentaux-economiques-de-la-transition-socialiste-proletarienne/>

Comme Marx nous l'explique dans ce texte le socialisme-première forme du communisme est une phase de transition entre capitalisme et phase supérieure du communisme, une phase de transition qui repose sur des échanges économiques en valeur-travail.

Par la suite le principe en a été résumé par une formule :

>>> « De chacun selon ses capacités, à chacun selon son travail ! »

C'est donc une phase dont le but est d'avancer vers le communisme-phase supérieure dont le principe était déjà résumé par Marx lui-même dans cet ouvrage :

>>> « De chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins ! »

Ce qui distingue essentiellement ces deux phases, en dernière analyse, c'est bien le niveau de développement des forces productives. Dans la phase supérieure c'est la valeur d'usage de la production qui prend le dessus sur la valeur d'échange, de sorte qu'il n'y a plus de lien contraignant entre valeur-travail et valeur d'échange, et progressivement, à mesure que la production répond le plus largement aux besoins,

c'est la loi de la valeur elle-même qui tombe en désuétude, voire disparaît même carrément avec la robotisation complète de la production (Marx, Grundrisse).

Dans la première phase, basée sur les échanges en valeur-travail, l'utilisation contrôlée de la loi de la valeur sert donc à établir la correspondance entre forces productives (travail) et besoins sociaux, par le moyen du plan, démocratiquement élaboré.

Comme on l'a vu, et comme l'évidence le confirme chaque jour, l'économie capitaliste mondiale, fondée sur le marché et la finance, ne répond nullement aux besoins sociaux de l'humanité, et il en va de même au sein de chaque pays, même si de manière inégale entre les pays. La cause première en est la répartition des forces productives en fonction des intérêts des marchés et donc des capitalistes, et non en fonction des besoins sociaux réels, de la nécessité ou de l'utilité sociale.

En ne répondant qu'à la solvabilité des marchés, non seulement la répartition capitaliste des forces productives ne répond pas aux besoins sociaux réels, mais se trouve de plus contrainte de fluctuer et de varier sans cesse en fonction du fait que la solvabilité des marchés est-elle même fluctuante, ce qui entraîne sans arrêt des « restructurations » et des délocalisations d'entreprises, entraînant avec elles reculs sociaux, chômage, migrations, et malgré tous ces expédients, approfondissement de la crise, désormais chronique et insoluble.

C'est pourquoi, dès la prise du pouvoir par le prolétariat, le but n'est pas seulement de prendre le contrôle de l'appareil de production, ce qui, en soit, précisément, ne change rien à la répartition des forces productives, ni aux rapports sociaux de production, mais bien de commencer à changer cette répartition et ces rapports sociaux en fonction des intérêts des classes prolétariennes et populaires, en fonction de leurs besoins sociaux réels.

Bien entendu l'élaboration démocratique d'un plan ne peut se faire en un tournemain, ni même englober rapidement la totalité de l'économie, mais aussi bien les premières mesures du pouvoir révolutionnaire que les premières ébauches du plan doivent évidemment aller dans ce sens, faute de perdre toute signification en termes de transition anticapitaliste.

Les efforts du pouvoir révolutionnaire doivent donc d'abord aller dans le sens d'un recensement démocratique des besoins sociaux réels les plus urgents à résoudre, et progressivement, de l'ensemble, dans le but de répartir les forces productives disponibles en fonction et donc pour répondre à ces besoins les plus urgents, et assez rapidement, de développer les forces productives nécessaires pour répondre à l'ensemble.

Dans cette démarche, c'est bien la nécessité et l'utilité sociales qui sont les guides, et non pas les forces du marché et leur solvabilité, les lois de l'offre et de la demande, la loi du marché, celle qui, précisément, crée les déséquilibres et la crise chronique du capitalisme.

L'une des premières conséquences d'une répartition fonctionnelle des forces productives, en réponse aux besoins sociaux, c'est que les plus vitaux d'entre eux étant satisfaits, le travail peut également enfin être réellement partagé et réparti entre tous les travailleurs disponibles, éradiquant ainsi radicalement le chômage en répondant concrètement au principe : « de chacun selon ses besoins à chacun selon son travail ». L'expression monétaire de la valeur-travail étant sur cette base l'expression comptable du nouvel équilibre ainsi créé et non plus le reflet de la soumission de l'économie aux fluctuations du marché, à la loi de l'offre et de la demande, la loi du marché.

Comme l'expérience des 35 heures le montre, en régime capitaliste une revendication telle qu'un partage du travail menant à l'éradication du chômage est tout à fait impossible à réaliser, car le chômage est une nécessité intrinsèque vitale pour le capitalisme. C'est donc une revendication qui fait entièrement partie du programme de la transition socialiste, et non une revendication immédiatement réalisable dans le cadre du système actuel, quel que soit le rapport de force.

Mais comme l'expérience des « gilets jaunes » le montre, aucun mouvement social ne peut se développer avec force et aboutir à quelque résultat positif sans une plateforme unitaire de revendications immédiatement réalisables et répondant à une partie significative des difficultés sociales vécues par le prolétariat et les couches populaires.

Pour autant, les maigres victoires sociales ainsi acquises restent précaires dans la durée, et le plus souvent, sont remises en cause rapidement par le capital.

Depuis la victoire de 1995, qui était en réalité davantage celle d'une sauvegarde que d'une amélioration réelle, ce sont une suite d'échecs et de reculs sur les grandes questions sociales qui ont frappé le mouvement social. La victoire sur le retrait du CPE en 2006 est restée également sans lendemain, autrement que comme le souvenir de la dernière victoire sur une revendication immédiate et de sauvegarde, également, en fait.

Dans le contexte actuel le pronostic sur l'ampleur, la durée et la force du mouvement social dont la grève du 5 Décembre pourrait être le point de départ reste impossible, mais quoi qu'il en soit, le contexte mondial de révolte impose d'avancer aux révolutionnaires prolétariens qui se réclament du marxisme, et même de marcher sur leurs deux jambes.

Ces deux jambes sont donc le programme unitaire des revendications immédiates et le programme de transition anticapitaliste. Il est clair que pour l'instant le premier pas reste à faire d'un côté comme de l'autre, mais la réflexion sur ces deux thèmes, sur la base d'un retour aux fondamentaux marxistes que nous venons de rappeler, devrait normalement recommencer à se développer, sauf à considérer que le mouvement révolutionnaire prolétarien est d'ores et déjà complètement anéanti dans ce pays.

_ III – LA GAUCHE FRANÇAISE ACTUELLE ET

SON RENONCEMENT A LA TRANSITION ANTICAPITALISTE

Parmi les rares qui se réclament encore du marxisme dans ce qui reste de la gauche française se trouvent principalement les divers courants se partageant les restes du PCF, pour ne pas dire son cadavre politique, et les divers courants se réclamant du trotskysme.

Concernant le PCF résiduel et ses satellites pseudo « marxistes-léninistes » en paroles, mais néo-thoreziens assumés en pratique, il s'agit donc déjà depuis des lustres d'une succession de programmes électoraux réformistes peu ou prou inspirés par le souvenir des « Jours Heureux », selon eux, de la Kollaboration de classe instituée après guerre sous l'égide du CNR et qui n'avait naturellement aucune prétention à être une transition socialiste en aucune manière, reposant au contraire sur l'« unité nationale » avec la bourgeoisie nationale résistante. Bien entendu, dans les conditions historiques de l'époque, un gouvernement provisoire issu de la Résistance était légitime, et aurait même pu l'être également d'un point de vue prolétarien, si le programme du CNR avait été négocié dans la perspective de maintenir la légitimité de la Résistance prolétarienne organisée en tant que force politique et militaire autonome, avec sa propre perspective de transition socialiste, ce qui n'a donc évidemment pas été le cas. Le thorezisme étant, dès cette époque, une idéologie de Kollaboration de classe et de capitulation face à la bourgeoisie monopoliste et face à l'impérialisme US.

Cette problématique historique et son héritage actuel dans le PCF et ses satellites n'est donc pas notre sujet, sauf à le résumer comme absence évidente de toute perspective de transition socialiste actuelle par ces courants politiques.

Reste donc la mouvance trotskyste, infiniment divisée, mais qui présente au moins un point commun concernant l'héritage de son « maître-à-penser » : le « Programme de transition » rédigé par Léon Trotsky lui-même.

On ne s'épuiserait pas non plus ici à tenter de comprendre l'incompréhensible dédale des scissions trotskystes, mais on cherchera simplement à examiner, à partir de quelques exemples concrets qui s'y réfèrent, la logique interne éventuelle de ce programme et en quoi il répond ou non aux critères marxistes de la transition prolétarienne.

Tout récemment l'une des multiples fractions internes du NPA, parmi celles qui se réfèrent expressément au trotskysme, sous le « label » « Révolution Permanente » a précisément tenté de défendre « l'actualité brûlante » de ce « Programme de transition » de cette manière :

« Prenons un exemple. Face aux licenciements ou aux fermetures d'usines, les dirigeants syndicaux acceptent souvent des réductions de salaire en échange du maintien des emplois. Un programme transitionnel consiste à répartir les heures de

travail sans réduction de salaire, non seulement en évitant les licenciements, mais aussi en intégrant davantage de personnes dans le monde du travail. Dans le premier cas, les licenciements sont évités mais sur la base de la garantie du profit du capitaliste. Dans le second cas, le chômage est combattu en donnant la priorité à la classe ouvrière et non à l'entreprise.

En ce sens, le programme de transition tente d'établir un pont entre la lutte pour les revendications les plus élémentaires et immédiates de la classe ouvrière et du peuple et une solution anticapitaliste et socialiste . »

<https://www.revolutionpermanente.fr...>

Il est donc clair que cette prétendue « transition » s'entend comme une sorte de phase réformiste « radicale » du capitalisme qui verrait celui-ci réaliser un partage de type « socialiste » du travail, alors qu'à l'évidence l'expérience des 35 heures a déjà largement démontré l'impasse de cette démarche en termes de lutte contre le chômage.

Il est évident que le chômage est une variable d'ajustement indispensable au capital pour maintenir la pression sur les salaires et jouer du « chantage à l'emploi » en toutes circonstances. Il est clair que lorsque le rapport de force sera en faveur du prolétariat et des classes populaires sur cette question, il y aura nettement lieu d'imposer la réalisation de cette revendication dans le cadre d'une transition révolutionnaire et réellement socialiste, et non pas de tenter de négocier un accord boiteux avec le capital sur ce point.

Mais cette démarche réformiste trotskyste est effectivement réellement préconisée dans le texte de 1938 de Trotsky lui-même, sous la forme d'une « échelle mobile des heures de travail »...

En 2019 « Révolution Permanente » écrit donc aussi à ce propos : *« En ce sens, le programme de transition tente d'établir un pont entre la lutte pour les revendications les plus élémentaires et immédiates de la classe ouvrière et du peuple et une solution anticapitaliste et socialiste . »*

C'est également, en fait, la paraphrase d'un autre passage du « programme » de Trotsky : *« Il faut aider les masses à trouver, au cours de leurs luttes quotidiennes, ce qui fera le pont entre leurs revendications actuelles et le programme de la révolution socialiste. Ce pont doit consister en un système de revendications transitoires, qui partent des conditions actuelles et de la conscience actuelle de larges couches de la classe ouvrière et qui conduisent invariablement à une seule et même conclusion : la conquête du pouvoir par le prolétariat. »*

Formellement, cela paraît partir d'une bonne intention, mais quelle peut bien être l'utilité d'un prétendu « pont » placé entre les revendications sociales prolétariennes et leur réalisation par la transition révolutionnaire socialiste ?

Dans le même chapitre que son « échelle mobile des heures de travail », Trotsky place une « échelle mobile des salaires », présentée également comme une avancée politique révolutionnaire. Or qu'en est-il vraiment à ce sujet ? Une telle échelle mobile est par contre une revendication immédiate tout à fait justifiée dans le cadre du système actuel et elle a même été réalisée durant plus de trois décennies en France, en tant qu'« acquis social » de l'époque dite des « trente glorieuses ». Elle a été perdue en 1982, sous le gouvernement « socialiste » de Mauroy... Cela traduit simplement le recul des forces sociales, déjà à cette époque. Elle n'a évidemment jamais entraîné la moindre avancée révolutionnaire... !

Alors à quoi bon mélanger des revendications qui font normalement partie d'une transition révolutionnaire anticapitaliste et des revendications immédiates parfaitement compatibles avec le système en place, si ce n'est pour semer la confusion la plus totale sur ce qu'est réellement la conception marxiste de la transition ?

A propos du même passage textuellement cité sur son site, le groupe trotskyste [« Lutte Ouvrière »](#) écrit pour sa part :

« Ce programme n'est pas une liste de revendications qui pourraient être partiellement obtenues. Aucune n'est réaliste dans le cadre du capitalisme, aucune n'est acceptable par la bourgeoisie sans la pression révolutionnaire des masses. »

« Acceptables » ou non, on voit bien que la confusion est totale et aboutit en pratique à tenter de mettre les masses en mouvement ou à faire dériver leur mouvement existant vers des objectifs « hybrides » entre capitalisme et socialisme, c'est à dire des leurres politiques qui ne correspondent à aucune réalité. Et évidemment surtout pas d'un point de vue marxiste !

_ IV -AUX ORIGINES DE CE RENONCEMENT DE LA GAUCHE,

LE « PROGRAMME DE TRANSITION » DE LÉON TROTSKY

L'un des autres thèmes récurrent du « programme » trotskyste est le mythe d'un prétendu « contrôle ouvrier » qui s'exercerait pendant ce « pont » transitoire, selon lui, entre capitalisme et socialisme. L'instrument en est supposément le « comité d'usine » qui partagerait, littéralement, le pouvoir avec le patronat dans l'entreprise :

« Dès le moment de l'apparition du comité dans l'usine , s'établit de fait une dualité de pouvoir. De par sa nature même, c'est une situation de transition, car elle renferme en elle-même deux régimes inconciliables : capitaliste et prolétarien. La signification primordiale des comités d'usine consiste précisément en ce qu'ils ouvrent, sinon une période directement révolutionnaire, du moins une période pré-révolutionnaire, entre régime bourgeois et prolétarien. »

[С момента возникновения комитета на заводе устанавливается фактически двоевластие. По самому существу своему оно является переходным состоянием, ибо заключает в себе два непримиримых режима : капиталистический и пролетарский. Принципиальное значение заводских комитетов в том именно и состоит, что они открывают, если не прямо революционный, то пред-революционный период — между буржуазным и пролетарским режимом.]
[Переходная программа IV интернационала – Лев Д. Троцкий (1938 г.)]

(<https://www.marxists.org/russkij/tr...>)

Difficile d'affirmer de manière plus claire le caractère « hybride » et donc fondamentalement chimérique et révisionniste de cette prétendue « période pré-révolutionnaire » !

Quant à la « dualité de pouvoir » de tels « comités d'usine », faut-il rappeler que les « comités d'entreprises » institués par la Kollaboration de classe thorezienne dès 1945, ont eu sensiblement toutes les prérogatives que Trotsky leur attribue, voire même davantage, et cela depuis trois quarts de siècle, bientôt, sans que cela ait précisément généré la moindre ébauche de transition anticapitaliste ?

Quant à la durée supposée d'un tel « pont », on pourrait croire, en se laissant impressionner par la logorrhée pseudo- « révolutionnaire » du « maître » qu'il s'agit donc d'une sorte de brève veillée d'armes pré-insurrectionnelle, avant l'assaut final, mais manifestement cela rend absurde le concept même d'une « transition hybride » supposée nécessaire avant la transition anticapitaliste réelle, et c'est bien ce qui nous est confirmé, en fait, par la conception de la lutte contre le chômage selon Trotsky lui-même :

« En particulier, la lutte contre le chômage est inconcevable sans une organisation large et hardie de GRANDS TRAVAUX PUBLICS. Mais les grands travaux ne peuvent avoir une importance durable et progressiste, tant pour la société que pour les chômeurs eux-mêmes, que s'ils font partie d'un plan général, conçu pour un certain nombre d'années. Dans le cadre d'un tel plan, les ouvriers revendiqueront la reprise du travail, au compte de la société, dans les entreprises privées fermées par suite de la crise. Le contrôle ouvrier fera place, dans ces cas, à une administration directe par les ouvriers. »
[Trotsky – programme de transition](#)

C'est à dire à l'autogestion dans le cadre, en réalité toujours capitaliste, de ce régime prétendument « hybride ». L'autogestion dans le cadre du capitalisme est parfois utile pour sauver, au moins provisoirement, quelques emplois, effectivement, mais ne mène précisément à rien de plus, et surtout pas vers une « transition » quelle qu'elle soit, comme de multiples expériences l'ont abondamment prouvé !

En parallèle, et de façon particulièrement absurde sur une durée de plusieurs années, Trotsky préconise, en termes ronflants de « gauchisme » purement formel, l'organisation de « milices ouvrières » d'auto-défense, et notamment, prétendument « antifascistes », vu le contexte de l'époque. Hors comment même ose-t-il « imaginer » des chantiers publics de « Grands Travaux », durant des années, et

encadrés par une telle milice, sinon en Kollaboration avec la police et les forces armées du système ?

Et finalement, sous l'occupation nazie, pas une seule de ces « milices ouvrières » d'usine n'a été formée, mais par contre, l'« internationalisme » qui était supposé provoquer une « fraternisation » avec les soldats occupants a simplement déclenché une répression fatale à ces tentatives pour le moins aussi « idéalistes » qu'absurdes.

En réalité, que ce soit dans la durée, le contenu ou les applications, le prétendu « pont » que constitue le « Programme de transition » trotskyste est simplement une impasse qui ne peut que dévoyer le mouvement social de toute perspective de transition anticapitaliste réelle, et sinon le mener carrément à un régime prétendument « hybride » de Kollaboration de classe, mais toujours capitaliste, au final !

En cela il ne se distingue pas, fondamentalement, du réformisme révisionniste thorezien, incluant également pratiquement le même « programme » de nationalisations rebaptisées, surenchère oblige, « expropriations », au motif de non-indemnisation, ce qui ne change rien quant à leur nature capitaliste monopoliste d'Etat, pas même incompatible avec l'impérialisme, ce que l'on a pu voir, précisément, à la « libération », avec les massacres en Algérie sous l'égide du CNR.

.
.

_ V-LES ORIGINES HISTORIQUES RÉELLES DU TROTSKYSME

ET LEUR PERSISTANCE NÉFASTE ACTUELLE

La question historique de connaître les conceptions économiques de Trotsky est-elle pour autant entièrement éclaircie à la lecture de son prétendu « Programme de transition » ?

Pour une majorité de militants de ce courant, qui ne sont pas forcément du genre à se poser des questions, ni même à aller beaucoup plus loin dans leurs lectures, et même à supposer qu'ils aient réellement étudié ce document, cela ne fait guère de doute, et notamment à « Lutte ouvrière », par exemple :

« L'actualité du Programme de Transition

Un programme n'est pas un dogme, c'est un guide pour l'action. Et le Programme de Transition, bien qu'il ait été écrit il y a 80 ans, reste le guide le plus sûr. Et même si, depuis, la société a connu des évolutions et des transformations, par bien des aspects le monde d'aujourd'hui ressemble à celui de 1938. Et surtout, ce programme se fonde sur une analyse marxiste, scientifique, du capitalisme en crise par le seul dirigeant révolutionnaire qui était capable d'en tirer des conclusions générales pour guider la classe ouvrière dans sa lutte vers la révolution sociale. »

<https://www.lutte-ouvriere.org/publ...>

On vient pourtant de voir ce qu'il en est... !

Si la fin tragique de Trotsky en a fait, bien inutilement, une sorte de « martyr », cela ne doit pas nous empêcher d'examiner, précisément à la lumière du matérialisme historique et du matérialisme dialectique, la validité de son œuvre en tant que prétendu marxiste, et en termes de perspectives politiques proposées. C'est le cas où l'on serait tenté de renverser la proposition de Marx sur la critique des armes, fussent-elles résumées à un piolet, qui ne saurait donc, ici, remplacer l'arme de la critique. Le statut de victime ne constitue nullement, en soi-même, un sceau de validité idéologique révolutionnaire.

La question historique reste donc de savoir si ces concepts « transitionnels » de Trotsky, parfois totalement aberrants, sinon délirants, comme la perspective d'un « gouvernement ouvrier et paysan » qui n'est très explicitement pas censé se réaliser réellement, (bien que encore basé sur ce « programme de transition » prévu, lui, pour « des années »...), mais néanmoins supposé avoir une « fonction éducative »(sic) , si ce genre de concepts, donc, est juste le reflet de circonstances fortuites et provisoires, l'aberration d'un instant, ou bien réellement et profondément le reflet de la conception pseudo « marxiste » de Trotsky.

La question est rarement posée, même par les trotskystes eux-mêmes, et pour cause, de savoir si Trotsky avait réellement une pensée économique. Le fait est qu'il n'a écrit aucun ouvrage de fond sur la question.

Néanmoins, du fait qu'il a passé les dernières années de sa vie à dénigrer les réalisations de l'URSS on supposera donc qu'il avait quelques propositions alternatives à faire, et qu'elles sont donc le reflet de sa pensée économique. Il devrait logiquement être possible, en suivant ce fil, d'y percevoir une certaine cohérence, s'il s'en trouve effectivement une.

Avant nous, cette démarche a en réalité déjà été tentée par un éminent militant trotskyste, et même « historique » au sens où il fut parmi les proches de Trotsky lors de la création de la prétendue « 4e internationale » dans la grange d'Alfred Rosmer, le 3 Septembre 1938, à Périgny, en banlieue parisienne. Il en est resté l'un des principaux dirigeants jusqu'en 1965. Évincé, sinon formellement « exclu » par la suite, et devenu responsable d'une des nombreuses mouvances minoritaires, ce Michel Raptis, dit « Pablo », n'en était pas moins qualifié, manifestement, pour connaître la pensée et l'œuvre du « Maître »... C'est en 1990, dans le numéro 35 de la revue « 4e internationale » qu'il a fait en quelque sorte la synthèse de cette réflexion. De sa part il ne s'agit aucunement de développer un point de vue essentiellement critique, mais bien au contraire de dresser un véritable panégyrique de la pensée économique de Trotsky, telle qu'elle se dégage de ce fil suivi dans son œuvre.

Or la « cohérence » qui se dégage de cette démarche est typiquement, et dès l'introduction, celle qui a amené tous les révisionnistes au prétendu « socialisme de marché », et encore aujourd'hui, dans sa forme « à la chinoise », héritée du maoïsme :

« Cet exposé sera centré surtout sur les conceptions de Léon Trotsky concernant les problèmes de la « transition du capitalisme au socialisme » »

<http://www.lcr-lagauche.be/cm/index...>

Comme on l'a vu, c'est le socialisme qui est lui-même une phase de transition entre capitalisme et communisme, c'est à dire une première phase communiste et donc le début d'une rupture anticapitaliste, précisément par la formation d'un secteur économique socialiste concernant les entreprises et les ressources essentielles.

Parler de « transition » entre capitalisme et socialisme, cela nous ramène donc bien au « pont »-impasse du « Programme de transition » et c'est donc nécessairement parler d'une prolongation du capitalisme, en réalité, même si déguisée formellement en « hybride » supposé entre capitalisme et socialisme.

Il est donc également clair pour Raptis que Trotsky ne considérait pas l'URSS comme socialiste, ni sous la NEP, ni après (Trotsky parle d' « État ouvrier », puis d' « État ouvrier dégénéré », mais rarement d'État socialiste, et seulement pour se contredire lui-même aussitôt !

« De nouvelles entreprises grandioses, de nouvelles productions, des branches entières de l'industrie ont été créées. La capacité du prolétariat organisé en État à conduire l'économie par de nouvelles méthodes et à créer des valeurs matérielles à un rythme sans précédent a été démontrée dans la pratique. Tout cela dans le contexte d'un capitalisme mondial expirant. Le socialisme, en tant que système, a prouvé pour la première fois son droit à la victoire historique non pas dans les pages du « Capital », mais dans la pratique des centrales hydroélectriques et des hauts fourneaux. Marx préférerait sans doute cette méthode de preuve. Néanmoins, criminellement irréfléchies sont les allégations selon lesquelles l'URSS est déjà entrée dans le socialisme. »

[Созданы новые грандиозные предприятия, новые производства, целые отрасли промышленности. Показана на деле способность организованного в государство пролетариата вести хозяйство новыми методами и создавать материальные ценности в небывалых ранее темпах. Все это – на фоне издыхающего мирового капитализма. Социализм, как система, впервые доказал свое право на историческую победу не на страницах « Капитала », а практикой гидростанций и доменных печей. Маркс несомненно предпочел бы этот способ доказательства. Однако, преступно легкомысленны утверждения, будто СССР уже вступил в социализм.] [<http://www.magister.msk.ru/library/...>]

A quelque moment que ce soit, il prétend y voir donc toujours une « étape intermédiaire » entre capitalisme et socialisme proprement dit.

Une société hybride, dont la nature de classe reste formellement imprécise, mais pour laquelle il préconise en quelque sorte une première version de son « pont » programmatique révisionniste.

_ VI – LE TROTSKYSME, UN RENIEMENT TOTAL

DES FONDAMENTAUX DU MARXISME

Or, considéré d'un point de vue marxiste, il y a nécessairement dans tout Etat, une base économique dominante, et qui a une nature de classe déterminée, et donc pas de situation hybride possible, en termes de mode de production. Proletariat ou bourgeoisie, socialisme ou capitalisme, il y a nécessairement un mode de production dominant et déterminé, qui caractérise la nature de classe d'un système, d'un État.

La façon dont Trotsky considérait la situation en URSS et la façon dont il a conçu son « Programme de transition » ne sont précisément différentes en rien dans leurs déformations des fondamentaux du marxisme, et c'est en cela, effectivement, que le trotskysme conserve une certaine cohérence interne, en tant que forme de révisionnisme, et c'est ce que l'on voit bien à travers la lecture que Raptis fait lui-même de Trotsky :

« Plan et industrialisation font partie de sa conception plus générale de la NEP couvrant la période de « transition du capitalisme au socialisme ». Ils s'inscrivent dans une économie de marché dominée encore aussi bien par la loi de la valeur que par la rente foncière absolue et différentielle. »

C'est à dire tous les fondamentaux du capitalisme !

Mais en bon trotskyste, il n'est pas à une contradiction près et souligne donc de lui-même celle qu'il a effectivement pu relever chez Trotsky, qu'il paraphrase ainsi :

*« **Le plan « viole » constamment la loi de la valeur** qui régit encore cette économie par le rôle multiple de l'Etat, de son budget, et de ses autres interventions. »*

*(Trotsky >>> « **l'économie planifiée de la période de transition, même basée sur la loi de la valeur, la viole à chaque pas et établit des rapports d'échange inégal entre différentes branches de l'industrie.** » <https://www.marxists.org/francais/t...>)*

Alors que précisément, selon les principes économiques de transition développé par Marx dans la Critique du Programme de Gotha, l'État prolétarien établi le plan et contrôle sa réalisation par une utilisation maîtrisée de la Loi de la valeur, et non pas en la « violant » !!! C'est cette utilisation maîtrisée qui permet d'établir la correspondance entre les besoins démocratiquement définis par le plan et la répartition des forces productives, définie en fonction et en conséquence, pour y répondre. C'est bien là ce qui permet, au contraire du « programme » trotskyste, de réduire la part résiduelle de l'économie de

marché, encore soumise à la loi de l'offre et de la demande, c'est à dire à la loi du marché, qui précisément, elle, fait constamment dériver les prix hors de l'équilibre potentiellement induit par l'action « spontanée » de la loi de la valeur !

C'est précisément là, de plus, la cause directe de l'échec final de la NEP, par une situation de crise économique engendrée par les vices intrinsèques de l'économie de marché, dont Trotsky souhaitait effectivement le maintien, et même l'extension au secteur socialiste, et réaffirmant encore cela expressément cela en 1936, soit huit ans après la « Crise des grains » qui fut fatale à la NEP, dans son ouvrage majeur, dit « la révolution trahie » :

« L'assainissement des relations économiques avec les campagnes constituait sans nul doute la tâche la plus urgente et la plus épineuse de la Nep. L'expérience montra vite que l'industrie elle-même, bien que socialisée, avait besoin des méthodes de calcul monétaire élaborées par le capitalisme. Le plan ne saurait reposer sur les seules données de l'intelligence. Le jeu de l'offre et de la demande reste pour lui, et pour longtemps encore, la base matérielle indispensable et le correctif sauveur. »

(<https://www.marxists.org/francais/t...>)

Manifestement, cette affirmation selon laquelle la loi du marché doit s'étendre au secteur économique « socialiste », « et pour longtemps encore », répond déjà très concrètement à la question de savoir si les concepts « transitionnels » de Trotsky sont juste l'aberration d'un moment ou bien le reflet de sa pensée économique réelle.

Du reste, Raptis nous rappelle que pour Trotsky, et tel qu'il l'affirme dès 1932, dans un texte aujourd'hui introuvable en français, c'est donc bien en réalité l'ensemble du plan qui doit être soumis à la loi du marché :

« Les innombrables participants vivants à l'économie, qu'ils soient étatiques ou privés, collectifs ou individuels, doivent déclarer leurs besoins et leur importance relative, non seulement par l'intermédiaire des calculs statistiques des commissions du plan mais aussi par la pression directe de l'offre et de la demande. Le plan est vérifié et, dans une large mesure, réalisé par le marché. »

[« Бесчисленные живые участники хозяйства, государственные и частные, коллективные и единоличные, должны заявлять о своих нуждах и о своей относительной силе не только через статистические выкладки плановых комиссий, но и непосредственным давлением спроса и предложения. План проверяется и, в значительной мере, осуществляется через рынок. »]

[<http://www.magister.msk.ru/library/...>]

Pour Trotsky, c'est clairement le marché qui est prétendument le « régulateur » de l'économie, tout à fait à l'instar des actuels « ultra-libéraux » et de leur tragique et assassine « main du marché » ! Le plan, selon Trotsky, se réduit ainsi quasiment à un plan « marketing »...

« *La régulation du marché lui-même doit s'appuyer sur les tendances détectables par son intermédiaire . Les plans directeurs produits par les ministères doivent démontrer leur efficacité économique par des calculs commerciaux.* » [Регулирование самого рынка должно опираться на обнаруживаемые через его посредство тенденции. Предначертания канцелярий должны доказать свою хозяйственную целесообразность через коммерческую калькуляцию.][*ibidem*]

Et c'est ainsi, en se basant sur les prix du marché, qu'il prétendait en arriver à stabiliser la monnaie...

« *Le système de l'économie de transition est impensable sans le contrôle par le rouble. Cela présuppose, à son tour, un rouble égal à lui-même . Sans une unité (monétaire) stable le prévisionnel commercial ne peut qu'accroître le chaos.* »[Система переходного хозяйства немислима без контроля рублем. Это предполагает, в свою очередь, что рубль равен самому себе. Без устойчивой единицы коммерческий расчет способен только увеличить хаос.][*ibidem*]

Alors que pour Marx, selon la loi de la valeur, et à l'évidence, de plus, c'est la formation de la valeur, sous sa forme finale avant expression du prix, et qu'il appelle « Valeur de marché », qui conditionne l'offre et la demande, et régule donc, en dernier ressort, le marché !!!

Et non l'inverse !!!

C'est ce qui explique que les prix se rapprochent à nouveau de cette « Valeur de marché », entre deux crises...

Alors que la loi du marché, celle de l'offre et de la demande, a au contraire tendance à introduire une distorsion constante entre prix et valeur, ce qui entraîne, précisément, les crises !

Et y compris et surtout, sous la NEP, d'où son échec inévitable...

« Même l'économiste ordinaire se rend compte que sans le moindre changement de l'offre ou de la demande occasionné par des circonstances extérieures le rapport des deux peut changer à la suite d'un changement dans la valeur de marché des marchandises. Même lui, il doit reconnaître que l'offre et la demande doivent être égales pour obtenir la valeur de marché quelle qu'elle soit. Ceci signifie que le rapport entre l'offre et la demande n'explique pas la valeur de marché, mais au contraire que c'est elle qui explique les fluctuations de l'offre et de la demande. »

(Marx, Capital, III, 10)

De plus, même l' « équilibre » provisoire qui peut s'établir, entre deux, crises, dans l'économie de marché, ne répond jamais qu'aux demandes et aux besoins solvables et rentables financièrement, et non pas à des critères d'utilité sociale, et encore moins, de nécessité sociale urgente pour les plus démunis, pour les catégories les plus socialement défavorisées, ce qui est par exemple typiquement illustré par la

réalité des 275 millions de travailleurs migrants « mingongs » en Chine prétendument « socialiste de marché » !

Prétendre rétablir un équilibre économique à partir d'une « planification » établie sur les prix du marché, fixés par l'offre et la demande, c'est donc bien une aberration totale, comme Marx nous l'explique :

« Il est évident que les lois internes effectives régissant la production capitaliste ne peuvent trouver leur explication dans l'interaction de l'offre et la demande. (Nous écartons une analyse plus approfondie de ces deux éléments moteurs de la société qui n'aurait pas sa place ici.) Car ces lois n'apparaissent comme réalisées dans toute leur pureté que lorsque l'offre et la demande cessent d'agir, à savoir quand elles coïncident. En réalité, elles ne coïncident jamais. Si cela devait arriver une fois en passant, ce serait tout à fait par hasard ; au point de vue scientifique, cette probabilité est nulle et n'a pas à être considérée. » (Marx, Capital, III, 10)

Ce n'est donc évidemment pas la loi du marché qui est le régulateur de l'économie (la « main du marché » des ultra-libéraux !), mais la LOI DE LA VALEUR, et cela quel que soit le régime, capitalisme ou socialisme, et d'où l'intérêt de réduire au maximum le poids de l'économie de marché, dès le début de la transition socialiste, avec pour but de l'éradiquer autant que possible, et même complètement, aussitôt que possible. C'est en ce sens, déjà défini par Marx dans la Critique du Programme de Gotha, que l'économie socialiste doit être développée, et non dans le sens inverse, à la Trotsky-Khrouchtchev-Deng Xiaoping !!

Dans le même texte de 1932, Trotsky tente à nouveau de justifier son prétendu principe « transitionnel » hybride entre capitalisme et socialisme en avançant qu'il aurait même ses propres lois économiques...

« Закономерности переходного общества весьма отличаются от закономерностей капитализма. Но не меньше отличаются они от будущих закономерностей социализма, т. е. гармонического хозяйства, растущего на основе выверенного и обеспеченного динамического равновесия. »

« Les lois de la société de transition se distinguent singulièrement des lois du capitalisme. Mais elles ne se distinguent pas moins des futures lois du socialisme, c'est-à-dire de l'économie harmonieuse, se développant sur la base d'un équilibre dynamique ajusté et garanti. »

<http://www.magister.msk.ru/library/...>

Effectivement, on vient de voir ce qu'il en est !!!

La « troisième voie » révisionniste de Trotsky, ce n'est pas autre chose que l'actuel et prétendu « socialisme de marché », c'est à dire, pas de socialisme du tout !

Et on est prévenus... Pour ce qui est d'un « équilibre économique dynamique ajusté et garanti », c'est à dire normalement par la planification de transition socialiste, évidemment, on repassera !!!

Le « pont » trotskyste « de transition » n'est rien d'autre qu'une impasse politique qui mène tout au plus à un énième gouvernement social-démocrate plus ou moins « rougi » et « reverdi » sur sa « gauche » par la Kollaboration de classe, et rien d'autre.

Alors que même pour une revendication aussi évidente que l'éradication du chômage par le partage du travail, cela ne peut se faire que par une nouvelle répartition des forces productives en fonction de la réponse à apporter à l'ensemble des besoins sociaux les plus vitaux et les plus urgents, et cela n'est possible que par une économie de transition réellement socialiste, basée sur une utilisation contrôlée de la loi de la valeur, et non sur la loi du marché, alors que pour Trotsky :

« En acceptant ou en rejetant les marchandises, le marché, arène de l'échange, décide si elles contiennent ou ne contiennent pas de travail socialement nécessaire, détermine ainsi les quantités des différentes espèces de marchandises nécessaires à la société, et, par conséquent, aussi la distribution de la force de travail entre les différentes branches de la production. »

in « le Marxisme[...de Trotsky !] et notre époque »

<https://www.marxists.org/francais/t...>

Alors que des luttes massives ne cessent de se développer un peu partout sur la planète, la question reste posée, pour tous ceux qui cherchent réellement une rupture avec le capitalisme, d'un retour nécessaire aux fondamentaux du Marxisme.

Au jour même du 1er anniversaire du 17 Novembre, et à trois semaine du 5 Décembre, personne ne sait vraiment à quel niveau la lutte de classe peut se développer, en France, mais une chose reste certaine, la barricade, elle, n'a toujours que deux cotés !

Luniterre